

Brochure n° 3101 | Convention collective nationale

IDCC : 992 | **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE, BOUCHERIE  
HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE, COMMERCE DE VOLAILLES ET GIBIERS**

**Avenant n° 73 du 30 janvier 2024**

relatif à la modification de l'article 23 « Régime de prévoyance »  
de la convention collective

NOR : ASET2450261M

IDCC : 992

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**REMALIM (CFBCT-OPEF),**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGTA FO ;**

**CFTC CSFV ;**

**UNSA FCS ;**

**FGA CFDT ;**

**FNAF CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant a pour objet de modifier les stipulations relatives à la garantie de remboursement à l'employeur « Indemnité de départ à la retraite » insérée à l'article 23 de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers.

**Article 1<sup>er</sup> | Révision des garanties de remboursement à l'employeur des indemnités de départ en retraite**

Les deuxième et neuvième alinéas de l'article 23 « Régime de prévoyance » sont désormais rédigés comme suit :

■ Deuxième alinéa :

« Le régime de prévoyance comprend :

- la garantie de ressources (garantie de maintien de salaire et garantie incapacité-invalidité) prévue à l'article 25 de la présente convention ;

- la garantie décès invalidité absolue et définitive prévue à l'article 25 *bis* de la présente convention ;
- la garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive prévue à l'article 26 de la présente convention ;
- le remboursement de l'indemnité de départ à la retraite prévue à l'article 38 de la présente convention. À ce titre, l'indemnité remboursée à l'employeur est majorée de 25 % au titre des cotisations sociales patronales ;
- le remboursement d'une part de l'indemnité de licenciement pour inaptitude prévue à l'article 35. »

■ Neuvième alinéa :

- « Les cotisations sont réparties à raison de :
- 100 % à la charge intégrale de l'employeur pour la garantie de rémunération, l'indemnité de départ à la retraite et l'indemnité de licenciement ;
  - 65 % par l'employeur et 35 % par le salarié pour la garantie incapacité-invalidité ;
  - 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié pour la garantie décès invalidité absolue et définitive ;
  - 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié pour la garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive.

Les cotisations sont fixées comme suit :

Garantie	Cotisation totale en pourcentage du salaire de référence	Part employeur	Part salariale
Maintien de salaire	0,63 %	0,63 %	–
Incapacité – invalidité	0,83 %	0,54 %	0,29 %
Décès – IAD	0,40 %	0,20 %	0,20 %
Rente éducation et rente de conjoint substitutive	0,25 %	0,15 %	0,10 %
Indemnité de départ à la retraite et indemnité de licenciement pour inaptitude	0,35 % jusqu'au 31 décembre 2024, cette cotisation est appelée à hauteur de 71,43 % (soit 0,25 %)	0,35 %	–

- Le salaire de référence est ventilé en tranches 1 et 2. Elles sont définies comme suit :
- tranche 1 : fraction du salaire limitée au plafond annuel de la sécurité sociale ;
  - tranche 2 : fraction du salaire comprise entre une (1) et quatre (4) fois le plafond annuel de la sécurité sociale. »

## Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés et égalités femmes-hommes

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir pour les entreprises de moins de cinquante salariés des dispositions spécifiques types telles que prévues à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

De même, s'appliquant de manière uniforme à l'ensemble des salariés quel que soit leur genre, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques à l'égalité entre les femmes et les hommes.

## Article 3 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce pour une durée indéterminée.

#### **Article 4 | Révision et dénonciation de l'avenant**

Le présent avenant peut être révisé à tout moment en fonction des nécessités de la branche et conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

#### **Article 5 | Formalités administratives**

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires. Il sera, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

*Fait à Paris, le 30 janvier 2024.*

(Suivent les signatures.)